**Pourquoi tant d’adultes âgés sont-ils des itinérants?**

Chaque soir au Canada, à l’heure où les gens éteignent la lumière et s’endorment dans leur chambre, un autre groupe finit sa journée sans logement sûr et stable. Et un nombre croissant d’entre eux sont des adultes âgés.

Un sondage de Statistique Canada révèle que plus d’un Canadien sur dix indique avoir été en situation d’itinérance à une période ou l’autre de sa vie. Ces conditions impliquent de vivre dans la rue, dans un refuge d’urgence ou de s’installer temporairement chez quelqu’un d’autre parce qu’il n’existe pas d’autre endroit où aller.

Le gouvernement du Canada indique que parmi les groupes d’âge confrontés à l’itinérance chronique, les adultes âgés (65 ans et plus) sont les plus susceptibles. Viennent ensuite les adultes de 50 à 64 ans. Ces taux dépassent de loin ceux des jeunes adultes et des jeunes.

C’est un problème majeur partout au pays, y compris ici à [insérer le nom de la province ou de la communauté locale]. Différents facteurs contribuent à cette situation d’itinérance, et notamment l’accessibilité au logement, les difficultés financières, les problèmes de santé physique et mentale, ainsi que la maltraitance. Voilà pourquoi régler ce problème nécessite des solutions multiples.

Une stratégie nationale coordonnée pour les adultes âgés s’avère nécessaire pour éviter que les aînés ne soient privés de logement stable, ce qui est une priorité dans les efforts de mobilisation de RTOERO.

Environ 14,5 % des adultes âgés au Canada vivent dans la pauvreté. Plus du quart des aînés qui vivent seuls - dont une majorité de femmes - sont aux prises avec la pauvreté. Les Canadiens méritent une retraite sûre, avec une source de revenus assurée et suffisante pour ne pas tomber sous le seuil de la pauvreté.

Le gouvernement fédéral doit surveiller les besoins financiers des adultes âgés et s’assurer que le Régime de pensions du Canada, la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti répondent de manière réaliste à ces besoins.

Mais un revenu stable n’est qu’une facette du problème. Les enjeux soulevés par RTOERO portent sur les revenus, la santé, l’aide sociale et le logement. L’un des impératifs est d’allouer des ressources suffisantes pour favoriser le vieillissement chez soi. Pour ce faire, il faut pouvoir compter sur des équipes compétentes en santé physique et mentale, un soutien à l’hébergement à domicile et un cadre approprié pour les soins.

Compte tenu des rapports entre les problèmes de santé et le logement, nous devons aussi améliorer les normes en matière de soins de santé pour les adultes âgés. Elles sont incohérentes et pas toujours holistiques. On ne peut assurer le bien-être sans considérer la santé de manière globale et coordonnée, y compris les maladies physiques, les handicaps, l’isolement social et la maltraitance des aînés.

Enfin, nous avons demandé aux différents gouvernements à travers le Canada d’appuyer la Convention des Nations Unies sur les droits des personnes âgées. RTOERO soutient qu’un cadre juridique international visant à protéger les droits des aînés est un élément essentiel du difficile travail de démantèlement de l’âgisme systémique et de garantie d’une société plus juste et plus équitable pour tous les Canadiens, à mesure que nous vieillissons.

Les personnes aînées constituent le groupe démographique qui connaît la plus forte croissance. Une stratégie nationale coordonnée en faveur des aînés, assortie d’un financement dédié et d’objectifs quantifiables, nous permettra de répondre à l’évolution des besoins de notre population âgée et de lui permettre – comme à nous tous - de vieillir en toute sécurité et dans la dignité. En comblant mieux les lacunes de nos politiques sociales et de soins de santé, nous pourrons faire en sorte que plus d’adultes âgés puissent compter sur un logement sûr et le conserver.

Les adultes âgés sans logement sont une préoccupation majeure pour les plus de 84 000 membres de RTOERO à travers le Canada. Depuis 1968, [RTOERO](https://rtoero.ca/fr) se veut le porte-parole des enseignants, des administrateurs scolaires et des conseils scolaires, du personnel de soutien en éducation ainsi que du personnel enseignant des collèges et des universités à la retraite. Nous croyons en un avenir meilleur, ensemble!